

ivateurs

s de

ben-
utres

com-

pon-

tement con-
e ses clients.

NCIALE

MENTÉS

NEMENT,

PURE RACE. PREMIÈRE QUALITÉ. FOURRURE PARFAITE A VENDRE A SEULEMENT \$375.00 LE COUPLE.

Scorés à 90 points \$460.00 le couple, 92 points, \$600.00 le couple. Prix spécial par commande de 5 couples ou plus. Des re- cents piastres et plus.

Chinchillas enregistrés, s, \$20.00 chacun.

IGUY

L'Espoir

decines ne vous ont
vieille préparation

RO

Il a fait cela pour des

de drogues nuisibles. nulle. avec des renseignements st envoyée gratuitement ne peut être obtenu chez cent. Ecrire à

SONS CO. CHICAGO, ILL. Canada.

NADIEN

ge de notre longue yages par terre et entière disposition

ETS

one 2-0093

éphone 2-1849

one 2-0663

re du Palais, Qué.

ADMINISTRATION ET PUBLICITÉ

Abonnement payable d'avance. Canada—Excepté cité de Québec.....\$ 1.00 Cité de Québec et pays étrangers..... 1.50 Pour les Sociétaires de la Coopéra- tive-Fédérée de Québec et de la Société des Jardiniers-Maraichers.. 75c

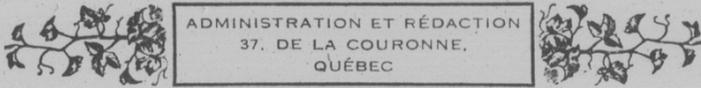
Tarif des annonces 15c. la ligne. Annonce classifiée 3 sous-du mot. Minimum 75 sous par insertion. Payable d'avance. Tarif en vigueur depuis le 1er octobre 1928.

Pour abonnements et annonces, écrire au "Bulletin de la Ferme", Limitée, 37, rue de la Couronne (Édifice Guillemette), Québec. Case postale 129.—Tél. 2-4297.

LE BULLETIN DE LA FERME

REVUE TECHNIQUE HEBDOMADAIRE

Consacrée au Service des Cultivateurs de Progrès



ADMINISTRATION ET RÉDACTION 37, DE LA COURONNE, QUÉBEC

ORGANE OFFICIEL DE LA COOPÉRATIVE FÉDÉRÉE DE QUÉBEC de la Société des Jardiniers-Maraichers et de la Société d'Industrie Laitière de la Province de Québec.

RÉDACTION ET COLLABORATION

Cette revue est consacrée aux intérêts de la ferme et du foyer rural.

Elle est rédigée par un comité de techni- ciens et de praticiens agricoles, assistés de collaborateurs occasionnels et de corres- pondants de diverses institutions agricoles. Toute collaboration est sujette au contrôle du directeur.

La correspondance concernant la rédac- tion doit être adressée au Directeur du "Bulletin de la Ferme", Case postale 129, Québec.

Volume XVI—Henri Gagnon, Président.

QUÉBEC, le 25 OCTOBRE 1928

Frs Fleury, Gérant.—Numéro 43

Echos de deux importants événements agricoles

Le journal hebdomadaire se trouve souvent dans une position fort embarrassante. Il voudrait, par exemple, consacrer plus d'espace à certains événements qui intéressent plus particulièrement la classe des agriculteurs, que nous servons avec tout le dévouement dont nous sommes capable, mais les reporters des grands quotidiens, toujours à l'affût, nous ont devancé et nous nous voyons dans l'obligation de servir à nos lecteurs du réchauffé et d'ignorer des choses qu'il leur importe de savoir. Au risque donc de répéter ce qui a déjà été dit par d'autres, nous reviendrons aujourd'hui sur les fêtes agricoles de Plessisville, pour donner au moins la substance des discours pleins d'enseignement de l'honorable M. Perreault, ministre de la Colonisation, et de M. Antonio Grenier, sous-ministre de l'Agriculture, qui représentaient l'honorable M. Caron au banquet offert aux travailleurs du Grand Concours Provincial de labour, et aussi pour ajouter aux considérations que nous inspirait, dans notre dernier numéro, ce concours lui-même et la bénédiction de l'Entrepôt de la Société des Producteurs de Sucre d'érable.

Nous rendrons d'abord justice à la population de Plessisville, en disant que le succès de ces deux événements importants est dû en grande partie à sa coopération sage et éclairée et au zèle de ses dirigeants religieux et civils. Nous ajouterons que l'agronome du comté, M. Armand Gélinas, s'est aussi dépensé sans compter et a contribué sa large part au succès remporté.

Diverses démonstrations avaient été organisées, afin de rendre plus agréable aux concurrents le séjour de Plessisville. A l'hôtel de ville de la localité, les travailleurs, ainsi que ceux mêlés de plus loin au concours de labour, ont passé des heures joyeuses. Un grand concert eut lieu, grâce à une initiative des amis de l'Agriculture du comté de Mégantic. La fanfare de Plessisville a rendu les plus belles pièces de son répertoire. On avait également requis, pour la circonstance, les services de M. Charles Marchand, le populaire folkloriste canadien, qui en compagnie de ses joyeux gaillards a grandement contribué au succès de la soirée. La grande salle de l'hôtel de ville avait été décorée avec goût pour recevoir les concurrents, et dès le début du concert toutes les places furent prises d'assaut. Cette marque de délicatesse des agriculteurs du comté de Mégantic a valu de chaleureuses félicitations.

Le concours de cette année portera certainement des fruits nombreux. Pour le cultivateur moins expérimenté, une excellente leçon s'en dégage. En voyant jusqu'à quel point on peut perfectionner un travail qui semble si simple à première vue, il deviendra inévitablement enclin à être plus minutieux dans ses travaux. La leçon sera sans doute profitable à plusieurs.

Comme nous l'avons promis, donnons maintenant la substance des discours de l'honorable M. Perreault et de M. Antonio Grenier.

Ce qui nous manque le plus aujourd'hui, dit l'honorable M. Perreault, c'est le groupement en coopérative pour l'achat comme pour la vente et la modernisation des méthodes de cultiver et d'élever, défauts qui ont été signalés si bien mardi par l'hon. M. J.-E. Caron, que des circonstances incontrôlables empêchent, à son vif regret, d'assister à votre banquet.

Il y a 50 ans, le cultivateur pouvait vivre par lui-même, lutter isolé, sans trop craindre la concurrence systématisée. Aujourd'hui, les producteurs dans les autres pays se sont syndiqués, groupés en coopérative et inondent les marchés de produits à des prix qui nous offrent une concurrence terrible. Nos cultivateurs ne peuvent y répondre qu'en se groupant eux-mêmes, témoins les pêcheurs de Gaspé que j'ai organisés il y a quelque temps et

"Aujourd'hui, dit l'hon. M. Perrault, on cultive plus avec son cerveau qu'avec ses bras. C'est pourquoi votre gouvernement de Québec a fondé le corps agronomique pour vous enseigner, des fermes de démonstration qui montrent qu'il y a de beaux profits à cultiver selon des données rationnelles, scientifiques.

"Mais vous avez des familles nombreuses, les Canadiens-français en ont tous. Si vous cherchez des terres pour vos fils et que les alentours ne vous en offrent pas, tournez les yeux vers nos régions de colonisation: l'Abitibi, le Témiscamingue, la Matapédia, etc.," ajoute l'hon. M. Perrault. "Il y a dans l'Abitibi, une vaillante femme, Mme Croteau, qui de femme de journée qu'elle était il y a douze ans possède aujourd'hui un beau bien de \$48,000, qu'elle s'est créé avec ses treize enfants."

M. Antonio Grenier s'est surtout appliqué à démontrer les avantages de l'instruction agricole, indispensable aujourd'hui à qui veut cultiver intelligemment et avec profit.

"Les concours datent de longtemps. Ici même, au Canada, à Québec, on organisait des concours de labour dès le commencement du 19ème siècle et vous ne faites que répéter plus en grand un événement qui remonte à 110 ans.

"Les expositions et les concours, qu'ils soient internationaux, nationaux, provinciaux ou locaux ont pour but de récompenser et d'instruire. Ce qui compte le plus, ce n'est peut-être pas la récompense, mais ce que l'on apprend et l'inspiration que l'on en retire. Si ce concours peut contribuer à éveiller chez les jeunes le goût et l'idée de beaux et bons labours, il aura rempli son but; en d'autres termes, si ce concours peut contribuer à répandre l'éducation agricole, il aura valu plus que l'argent qu'il coûte au gouvernement et aux nombreux amis de l'agriculture qui se trouvent à Plessisville.

"L'instruction agricole, l'éducation agricole sont encore la clef du succès en agriculture. Et si l'agriculture n'est pas plus développée dans la province de Québec, c'est que nous avons commencé tard à nous instruire des choses de l'agriculture et que nous n'avons pas attaché suffisamment d'importance au développement de nos écoles.

"Encore aujourd'hui, nous ne pouvons nous vanter de faire trop à ce point de vue. Il y a, dans la province de Québec, environ 135,000 cultivateurs. En comptant deux fils par famille, nous aurions 270,000 fils de cultivateurs en état de fréquenter les écoles d'agriculture. C'est dire que les écoles devraient déborder depuis longtemps. Elles sont heureusement remplies cette année. L'an dernier, elles ne l'étaient pas. Et combien avons-nous de fils de cultivateurs dans les écoles d'agriculture? Environ 500 sur 270,000. Vous me direz qu'il n'y a pas de place pour en recevoir davantage. C'est vrai. Mais les cultivateurs, les associations agricoles, ceux qui se plaignent le plus dans les journaux que l'agriculture ne marche pas, n'insistent pas beaucoup pour l'agrandissement des écoles. Ils insistent pour faire augmenter les budgets, pour la distribution de plus d'octrois, de plus d'aide directe, comme si l'agriculture pouvait marcher à coup d'octrois. Evidemment, les subventions peuvent aider, elles sont nécessaires dans certains cas, mais l'agriculture ne pourra progresser que par l'éducation agricole et par l'action directe de l'homme qui cultive.

"Le programme de l'Instruction pu-

blique exige, depuis plusieurs années déjà, l'enseignement des notions de l'agriculture dans le cours complémentaire. Sur plusieurs milliers d'écoles complémentaires qui existent dans la province de Québec, il n'y en a pas 50 qui observent le programme; dans les autres, il est lettre-morte, parce que les parents, les commissaires, les maîtres ne se soucient pas de l'enseignement des notions de l'agriculture dans les écoles, de sorte que le fils de cultivateur apprend la même chose que le fils du marchand qui se destine au commerce.

"Pendant trop longtemps, les cultivateurs ont négligé l'envoi de leurs fils aux écoles d'agriculture, parce que cela était censé coûter trop cher, mais cependant beaucoup consentaient volontiers à dépenser \$100 ou même quelques centaines de piastres pour faire une amélioration, acheter un taureau pur sang,—c'était très bien, mais ils hésitaient à dépenser le même montant pour donner un an ou deux de cours moyen à leur fils, à leur héritier.

"On parle souvent de la province d'Ontario. On dit que l'agriculture y est plus développée, plus prospère, et je crois que cela est vrai. Il y a bien des causes. D'abord, l'étendue de terre cultivée est plus grande, les cultivateurs sont plus nombreux, le climat est plus favorable, mais la principale cause, c'est que l'enseignement agricole y est développé d'une façon plus intense et depuis plus longtemps.

"Le Collège d'agriculture de Guelph existe depuis de nombreuses années et a formé des compétences, non seulement pour la province d'Ontario, mais pour tout le pays. Au surplus, lorsque dans Ontario on a besoin d'un homme versé dans une spécialité, on peut aller le chercher sans trop d'inconvénient en Angleterre, dans les autres provinces ou aux Etats-Unis. Ici, dans la province de Québec, les écoles d'agriculture existent depuis plus longtemps, mais elles ont été négligées pendant de nombreuses années et nous ne pouvons compter sur aucun secours extérieur. Lorsqu'il nous faut une compétence, il faut la créer, ce qui prend du temps. Nous ne pouvons aller la chercher en France où les conditions sont toutes différentes, ni dans les autres provinces, ni aux Etats-Unis, où la langue n'est pas la même. Ce que je dis des écoles d'agriculture peut être appliqué au ministère. Il a fallu créer le ministère de l'Agriculture de toute pièce et former des compétences et des spécialistes.

"On se plaint en certain milieu que l'agriculture ne progresse pas suffisamment dans la province de Québec. Elle progresse, mais évidemment pas aussi vite que tout le monde le voudrait. On semble dire que si elle ne progresse pas, c'est la faute du gouvernement et du ministère de l'Agriculture. Vous connaissez les nombreuses initiatives que le gouvernement a entreprises, les subventions de toutes sortes qu'il distribue, les moyens de propagande qu'il met à votre disposition. Et je me demande ce que le gouvernement pourrait faire de plus pour aider l'agriculture. D'ailleurs, je pourrais dire de même de presque tous les gouvernements provinciaux du Canada.

"J'ai eu l'occasion, en 1927, de faire un voyage à travers tout le pays, en compagnie de délégués des principaux pays du monde, à la suite d'un congrès international. Ce qui a frappé ces gens, qui venaient de partout, c'est non seulement

(Suite à la page 855)